

**Pour diffusion immédiate : 21 janvier 2026**

### **Projet de loi C-15 : une coalition d'organisations conteste ses dispositions antidémocratiques**

Le projet de loi C-15 menace les droits à la santé et la sécurité de tous au Canada, y compris les Premières Nations et les générations futures, et menace l'environnement et nos protections juridiques. Le projet de loi C-15, *Loi portant exécution de certaines dispositions du budget 2025*, est un projet de loi omnibus présenté comme étant simplement une série de mesures financières. C'est cependant loin d'être le cas.

Enfouies profondément au beau milieu du projet de loi C-15 se trouvent des dispositions qui permettraient aux ministres du gouvernement fédéral d'exempter *toute* entité de l'application de *toute* disposition de *toute* loi fédérale, autre que le Code criminel. Elles pourraient s'appliquer à des projets ou activités que ces ministres considèrent comme « encourageant l'innovation, la compétitivité ou la croissance économique », si le ministre estime que c'est « dans l'intérêt public ».

Ce nouveau pouvoir discrétionnaire majeur constitue un changement radical. Les ministres pourraient ainsi décider quand, comment et à qui la législation fédérale s'applique. Or, les lois devraient s'appliquer également à tous, peu importe leur statut, leur richesse ou leur pouvoir.

Un tel changement nous semble contredire la plateforme préélectorale du gouvernement actuel, qui affirmait que « nous ne pouvons pas perdre de vue l'impact que nos choix auront sur nos enfants et petits-enfants; nous devons toujours être attentifs à leur viabilité à long terme ainsi qu'au type d'économie et d'environnement que nous voulons pour eux ».

« *Nous insistons pour que le gouvernement fédéral retire cette section antidémocratique du projet de loi* », a déclaré Diane Girard, porte-parole de l'organisme Aînés pour l'action climatique urgente! qui est à l'origine de la coalition. « *Nous sommes profondément troublés par cette dérive autoritaire du gouvernement Carney. Nous pouvons bâtir une économie forte tout en respectant les normes et les lois pour lesquelles les Canadiens ont tant lutté.* »

Si ces dispositions du projet de loi sont adoptées, des décisions vitales concernant l'économie, les droits des personnes et leur bien-être, ainsi que l'environnement pourront être prises à huis clos, sans possibilité de révision ou de contestation juridique possible par le public ou le Parlement. Les ministres pourraient ainsi accorder des exemptions à l'application de dispositions législatives concernant la protection de l'environnement, les droits des travailleurs, l'accès à l'information et à la vie privée, ainsi qu'à la sécurité des aliments et des médicaments, pour n'en nommer que quelques-uns. Ces exemptions pourraient même viser les droits garantis par traité.

Cependant, les lobbyistes de l'industrie nucléaire, pétrolière, gazière, minière et pharmaceutique, notamment, auraient encore accès aux ministres prenant ces décisions.

**La Coalition appelle tous les parlementaires à appuyer la modification du projet de loi C-15, pour en retirer les modifications proposées à la Loi sur la réduction de la paperasse** (articles 203 à 209, Partie 5, Section 5).

####

Signé

*Émilie Tremblay, President, Canadian Association of Nurses for the Environment (CANE-ACIE)*

*Dr. Samantha Green, President, Canadian Association of Physicians for the Environment (CAPE-ACME)*

*Anaïs Bussières McNicoll, Director Fundamental Freedoms Program, Canadian Civil Liberties Association*

*Theresa A. McClenaghan, Executive Director and Counsel, Canadian Environmental Law Association (CELA)*

*Joy Kennedy, Co-convener, Canadian Interfaith Fast for the Climate*

*Betty Plewes, Coordinator, Climate Legacy*

*Dru Oja Jay Executive Director, Council of Canadians*

*Carole Holmes, Cochair, Grand(m)others Act to Save the Planet (GASP)*

*Keith Stewart, Senior Energy Strategist, Greenpeace Canada*

*Akaash Maharaj Director of Policy, Nature Canada*

*Atiya Jaffar, Country Manager, 350.org Canada*

*Alan Silverman, Tylene Appel, Co-chairs, Seniors for Climate Action Now!*

*David Smith, Coordinating Committee, Seniors for Climate*

*Gretchen Fitzgerald, Executive director, Sierra Club Canada*

*Patrick DeRochie Senior Manager, Shift Action for Pension Wealth and Planet Health (a project of Makeway)*

*David Suzuki*

*Natalie Odd, Executive Director, Alberta Environmental Network*

*Gail Riddell, Co-Chair, Alliance 4 Democracy*

*Kim Benson, Cofounder, BCTF Divest*

*Jared Blustein Executive Director, Calgary Climate Hub*

*Sherry Olson, Director on the board, Climate Justice Saskatoon*

*Haley Pukanski, Organizer, Climate Justice Edmonton*

*Phillip Meintzer, co-founder and campaign organizer, Coalition for Responsible Energy*

*Kasara Norrena, Chapter Coordinator, Common Horizon Edmonton*

*Stephen Legault, Senior Manager Alberta Energy Transition, Environmental Defence Canada*

*Michael Kalmanovitch, Director, Earth's Refillery Coop*

*Tristan Dell, Organizer, Edmonton Youth for Climate*

*Dani Linamood, Community Organizer, End Line 5 Coalition*

*Greg McKone, President, Fraser Valley Climate Action*

*Rita Bijons, Chair, Green 13 Toronto*

*Sue Markey, Steering Committee, Hamilton 350*

*Dean Lumague, Coordinator, International Migrants Alliance - Alberta (IMA-AB)*

*Myriam Thériault, directrice générale, Mères au front*

*Rebecca MacLeod, Executive Director, New Grocery Movement*

*Lyn Adamson, Co-Chair, Ontario Climate Emergency*

*Rod Olstad, Facilitator, Pesticide Free Edmonton*

*Da Braum Barber, Chair, Southern Alberta Group for the Environment (SAGE)*

*Jef Keighley, Co-chair, Sunshine Coast Seniors for Climate*

*Kim Benson, Founder and lead teacher, Teachers for Future Turtle Island*

*Jenny Yermiy, Host and Public Activist, The Gravity Well*

*Maia Mudric, Founder, Touch Grass Club*

*Marc Biollo, Membership Coordinator, Vegans and Vegetarians of Alberta*

*Dani Linamood, Campaigns & Communications Director, Water Watchers*